

La mondialisation diabolisée

Il est fréquent d'attribuer à la mondialisation des conséquences catastrophiques, pour les pays pauvres comme pour les pays développés.

En ce qui concerne les premiers, une telle position ne peut plus être soutenue aujourd'hui. Les pays émergents ont bénéficié massivement de la mondialisation des échanges et, depuis 1985, deux cents millions d'êtres humains sont sortis, en partie grâce à elle, de l'extrême pauvreté¹. Les pays restés à la

1. Cela ne signifie pas l'absence de perte pour certains groupes sociaux. En ce qui concerne la destruction des agricultures vivrières, en Afrique en particulier, ce n'est pas le libre-échange qui est nuisible, mais au contraire le *dumping* agricole du Nord par les subventions accordées aux productions et aux exportations.

L'enfer, ce n'est pas les autres!

traîne se joignent à eux pour demander aux pays du Nord de respecter les règles du libre-échange. Si les pays émergents ont gagné, nombre d'esprits expéditifs en tirent la conclusion que les pays riches ont perdu.

En ce qui concerne la France, la mondialisation serait responsable du déclin industriel, des délocalisations d'entreprises, elle détruirait les emplois et réduirait les salaires, elle étendrait la précarité du travail, casserait le « modèle social », durcirait le pouvoir patronal. De son fait, alors que le taux de profit et la part des profits dans la valeur ajoutée augmentent, ceux-ci ne s'investiraient pas sur place, mais ces profits et les capitaux iraient développer les industries et créer des emplois dans les pays émergents. Ce discours est parfois le fait d'hommes et de femmes de gauche, pas seulement des « anti-mondialistes »². En accusant ainsi la mondialisation n'apportent-ils pas de l'eau au moulin de ceux qui estiment nécessaire, pour s'y adapter, d'abandonner le « modèle social » européen, de baisser les salaires

2. Quant à « l'altermondialisme », tout dépend de quelle autre mondialisation il s'agit. S'il s'agit de créer des institutions efficaces et équitables, de renforcer les régulations, en particulier sur les mouvements de capitaux, d'imposer des normes à l'échelle mondiale (cf. infra), cela irait dans le bon sens.

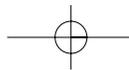
La mondialisation diabolisée

afin de sauver la compétitivité des entreprises nationales et l'emploi ?

En effet, de l'autre bord, nombre d'économistes se réclamant du libéralisme, les milieux patronaux, les hommes politiques de droite instrumentalisent la mondialisation pour en faire une sorte d'épouvantail. Ils livrent un catalogue de mesures ou de réformes nécessaires à la compétitivité des entreprises. Sans elles, affirment-ils, l'emploi s'effondrera, particulièrement dans l'industrie, les entreprises se délocaliseront vers la Chine ou les Indes tandis que les salariés hautement qualifiés et mobiles émigreront vers l'Angleterre, l'Irlande ou les États-Unis.

La peur redouble lorsque les uns et les autres observent que les pays émergents ajoutent à des salaires faibles et à une masse considérable de chômeurs, à des pratiques légales de *sweat shop*³, une capacité à obtenir une productivité comparable à celle des pays développés. En outre, soulignent-ils, il existe des « havres » sociaux, fiscaux et de pollution vers lesquels toutes les activités mobiles convergeraient. Comment les entreprises de la « vieille Europe » pourraient-elles tenir ?

3. Expression typique du XIX^e siècle pour désigner les entreprises où les travailleurs sont surexploités, littéralement entreprises de sueur.



L'enfer, ce n'est pas les autres!

Le catalogue des réformes libérales destinées à s'adapter à la mondialisation est connu. D'une part, il faut contenir les salaires et baisser les charges qui pèsent sur eux, supprimer le Smic, flexibiliser le travail en réformant le droit du travail dans le sens d'une plus grande permissivité des licenciements tout en enlevant au juge le droit de regard sur ceux-ci, limiter le pouvoir des syndicats, renoncer à notre modèle social. D'autre part, il convient de réduire les dépenses de l'État, d'abaisser ou de supprimer les impôts sur l'héritage, les grandes fortunes et les bénéfices des entreprises, de finir de privatiser les services publics. C'est seulement par ces réformes structurelles que, dans la guerre économique mondiale, l'économie française pourrait tirer son épingle du jeu. Ce catalogue se présente comme destiné à armer la France dans la compétition mais il est avant tout un programme de redistribution de la valeur ajoutée au profit du capital qui ne peut que développer les frustrations sociales. En cela, il renforce le courant protectionniste : ces libéraux sont « l'allié objectif » de l'antimondialisation, et réciproquement.

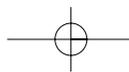
La mondialisation est donc devenue la grande peur du XXI^e siècle.

Et si la mondialisation n'était pas, en elle-même, si dangereuse pour les économies anciennement

La mondialisation diabolisée

développées? Et si le modèle social français n'était pas un obstacle à une bonne insertion dans l'économie mondiale? Certes, le chômage reste important, la croissance de la productivité faible, le taux d'investissement médiocre, les industries manufacturières souvent en difficulté. Mais tout cela n'est pas le simple résultat du libre-échange des marchandises et du libre déplacement des capitaux. Cela résulte de facteurs internes à la France et à l'Europe, des politiques macroéconomiques trop restrictives, exercées longtemps, de politiques contreproductives d'adaptation à la mondialisation. Certes, la mondialisation forme, en quelque sorte, une caisse de résonance, les conséquences des faiblesses internes en sont multipliées et la sévérité des crises accrue, mais l'essentiel se joue dans les relations intra européennes : le commerce extérieur européen est en grande partie un commerce « intérieur » (de même pour les déplacements de capitaux) puisqu'il est tourné à plus de 70 % vers les nations européennes.

Or un processus particulièrement néfaste se développe entre pays européens. L'unification monétaire a bloqué la possibilité de l'adaptation par les taux de change (du moins pour la zone euro) et laissé ouverte la possibilité du *dumping* par la concurrence sociale, fiscale et les politiques macro-économiques.



L'enfer, ce n'est pas les autres!

Alors qu'une politique coordonnée par un gouvernement économique serait la bonne solution, faute d'un accord, chaque pays cherche à obtenir un avantage compétitif par une stratégie du « moins disant » social et fiscal, stratégies nuisibles à l'ensemble de la communauté européenne, donc finalement à ceux qui les mettent en œuvre – on parle d'une situation de type « dilemme du prisonnier »⁴. Ces politiques n'ont pas d'effet quant à la concurrence des pays émergents, elles ont souvent comme finalité la modification de la répartition profit-salaire et non l'augmentation de la productivité. Les institutions européennes les tolèrent. Elles sont, objectivement, *la* politique européenne.

La mondialisation n'est pas coupable. Tel est le titre choisi en français pour le livre de P. Krugman, *Pop internationalism* (1997). Le célèbre économiste de gauche, polémiste rigoureux du *New York Times*, y attaquait ceux qui développaient des idées « populistes » négligeant les théories économiques les plus

4. Faute d'un accord de paix (ici de coopération sociale, fiscale et des politiques macroéconomiques) garanti par un pouvoir supérieur, les joueurs sont pratiquement dans l'obligation de mener une politique agressive (ici de concurrence sociale et fiscale) pour éviter les conséquences hautement négatives de la mise en œuvre de telles politiques par les autres joueurs lorsqu'on ne la met pas en œuvre soi-même.

La mondialisation diabolisée

simples. L'économie-pop serait la doctrine de tous ceux, « libéraux » ou « conservateurs » (au sens américain), qui raisonnent en termes de guerre économique entre nations, assimilent la nation à une entreprise, affirment que « ce que l'un gagne l'autre le perd », expliquent la désindustrialisation, les pertes d'emplois, les baisses des salaires des moins qualifiés, la faiblesse des gains de productivité des États-Unis – il écrit au début des années quatre-vingt-dix – par cette compétition internationale, montrant du doigt successivement le Japon, le Mexique, la Chine.

P. Krugman montre que les problèmes des États-Unis sont essentiellement internes et résultent peu de la compétition internationale. Douze ou treize ans plus tard, on s'aperçoit que Krugman avait raison de ne pas s'inquiéter de la mondialisation puisqu'en termes de croissance de la productivité, les États-Unis ont relativement bien réussi malgré la globalisation. Cela ne signifie pas que les évolutions récentes en termes de croissance des inégalités, de faiblesse de l'épargne, de déficit de la balance commerciale, de système scolaire (Mistral, Salzmann, 2006) ne soient pas lourdes de menaces pour l'avenir, mais elles ont surtout des causes internes.

Loin de la *pop-economics* et de ses demi-vérités (ou ses demi-mensonges), il nous faut rappeler d'abord

L'enfer, ce n'est pas les autres!

certains résultats de la théorie économique pour ne pas survaloriser les effets négatifs de la mondialisation. Entre 1973 et 1989 nous entrons dans le monde contemporain : 1973, rupture du rythme de croissance ; 1989, année de l'effondrement du communisme et de l'élargissement de la sphère capitaliste à l'ensemble de la planète. Dès les années quatre-vingt-dix, le processus de mondialisation ébauché dans les décennies précédentes trouve son second souffle et prend toute son ampleur. Relativiser ses conséquences sur l'économie française et européenne et montrer que nos faiblesses sont d'abord d'ordre interne sera notre propos. Nous terminerons en montrant que l'absence de régulation est source d'inefficience et d'instabilité, mais que la pire des solutions serait de revenir au protectionnisme.